

# Sommaire

Droits et libertés – Les chiffres du jour - Vie syndicale (Page 1)  
Rohingyas : un nettoyage ethnique sous silence (Page 2)  
Châteaubriant : le 15 décembre 1941, il pleuvait (Page 3)  
Tract : 10 OCTOBRE : CONSTRUISONS LA FRANCE « MORTE » (Page 4)



## L'actualité du



N° 320 5 octobre 2017

## des industries chimiques

### L'agenda

**Conférence internationale des industries de santé**  
25 au 27 octobre 2017  
salle du CCN à Montreuil.

**INSCRIVEZ-VOUS RAPIDEMENT !**

**Journée d'étude Santé Travail, quelles stratégies syndicales ?**  
9 novembre 2017.

## Droits & libertés

### CONGÉS ET ARRÊT MALADIE

**L**a jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne prévoit que, si un travailleur n'a pas pu prendre ses congés payés pendant la période de référence, en raison d'un arrêt de travail pour maladie, il doit pouvoir les reporter, pendant une durée dépassant substantiellement la durée de la période de référence pour laquelle les congés sont accordés.

Cependant, précise la Cour de cassation dans un arrêt du 21 septembre 2017, pu-

blié sur son site internet, le droit européen n'impose pas aux États membres de fixer un délai d'extinction de ces congés payés.

Ainsi, le Code du travail français ne prévoyant pas ce délai, un salarié qui s'est trouvé dans l'impossibilité de prendre ses congés payés annuels au cours de la période de référence doit pouvoir les reporter après la date de reprise du travail ou, en cas de rupture, être indemnisé.

RÉUNIONS PARITAIRES  
À VENIR  
Octobre 2017

05/10 – LAM : Paritaire

05/10 – INDUSTRIE PHARMA :  
CPNEIS

12/10 – CAOUTCHOUC : CPP

17/10 – NAVIGATION  
DE PLAISANCE : Paritaire

19/10 – NÉGOCE ET SERVICES  
MEDICO - TECHNIQUE : CMP

19/10 – PLASTURGIE : CMP

19/10 – INDUSTRIE PHARMA :  
Paritaire

24/10 – CAOUTCHOUC : CPP

26/10 – CHIMIE : Paritaire UIC

### RETRAITÉS, VOUS AVEZ DIT NANTIS ? FAITES LE COMPTE !

**0,8 %**, c'est la revalorisation des pensions de retraite, effective au 1<sup>er</sup> octobre.

Dans le même temps, il n'y aura pas de revalorisation des complémentaires, puisque l'accord de 2013, non signé par la CGT, prévoit sur une période de 5 ans une sous indexation d'un point par rapport à l'inflation.

Et pour couronner le tout, il y aura une augmentation de la CSG de 1,7 point au 1<sup>er</sup> janvier.

C'est donc une perte de pouvoir d'achat de 0,9 % pour les retraités en 2018, alors que déjà :

⇒ 31 % peinent à payer une complémentaire santé,

⇒ 39 % renoncent à des soins faute de moyens,

⇒ 35 % réduisent le chauffage ou l'électricité pour pouvoir payer les factures.

**Macron, le financier jupitérien, et son gouvernement libéral, voudraient nous faire croire que les retraités sont des privilégiés !** Et tout cela sans compter l'impact de la baisse des APL et autres mesures nocives.

## Vie syndicale

**L**a cotisation syndicale de l'adhérent est le premier acte militant du syndiqué. Cet effort financier concrétise un engagement individuel à l'activité collective du syndicat et permet d'avoir une connaissance de l'état de nos forces.

Les cotisations établissent les bases de l'indépendance de la CGT. La cotisation mensuelle (1% de la rémunération nette) est

### COMMANDE DES TIMBRES SYNDICAUX 2018

répartie pour 1/3 au syndicat et 2/3 pour faire vivre nos structures interprofessionnelles, professionnelles et la presse syndicale.

Les bons de commande de timbres pour 2018 ont été envoyés aux syndicats et sont disponibles sur le site internet de la Fédération : <http://www.fnic-cgt.fr/>

**A FAIRE REMONTER AU PLUS TÔT À LA FNIC-CGT**

FNIC CGT Case 429 - 263 rue de Paris  
93514 Montreuil Cedex  
Tél. 0155826888 - Fax. 0155826915  
<http://www.fnic-cgt.fr> -  
E-mail : [contact@fnic-cgt.fr](mailto:contact@fnic-cgt.fr)

Directeur de publication : Emmanuel Lépine  
Bimensuel - 1,06 €

ISSN : 1762-4991 - N° CPPAP : 1020 S 06566  
Imprimé par nos soins

## Exode des Rohingyas : un nettoyage ethnique sous silence

**E N BIRMANIE, 420.000 ROHINGYAS, SOIT UN TIERS DE CETTE ETHNIE MUSULMANE, VICTIMES DEPUIS 2012 DE CAMPAGNES DE PERSÉCUTION DE GRANDE AMPLEUR**, ont fui le pays vers le Bangladesh voisin qui n'a pas la capacité de les accueillir et les refoule dans des conditions terribles.



Un exode de même nature avait déjà eu lieu tout au long des années 80, expliqué alors, par les grands médias, comme la conséquence de la violence de la dictature militaire birmane. **Aujourd'hui, sous le gouvernement d'Aung San Suu Kyi, fille d'un leader nationaliste bouddhiste, lauréate en 1991 du prix de la paix attribué par la banque Nobel, et icône de la bourgeoisie « droit-de-l'homme », ces mêmes faits, qualifiés par le Secrétaire Général de l'ONU de « nettoyage ethnique » par l'armée birmane, qui incluent meurtres massifs de civils, incendies de villages et autres atrocités, bénéficient d'un tout autre traitement médiatique !**

Depuis 2011, où la junte militaire birmane, face à une crise économique et sociale croissante, a pris ses distances avec la Chine, et concédé un rôle à Suu Kyi et son parti, la NLD, le pays, auparavant qualifié d'État voyou, a été bombardé « démocratie en voie de développement ». **Dans un simulacre d'élections en 2016, Suu Kyi a été élue cheffe du gouvernement birman, tandis que les militaires ont conservé la main sur le pays, les ministères les plus importants et un quart des sièges parlementaires.**

Le parti de Suu Kyi représente la faction de la bourgeoisie birmane dont les intérêts économiques ont été étouffés sous la junte militaire, et alignés sur l'impérialisme occi-

dental du FMI et de l'OMC. Suu Kyi met les médias occidentaux au supplice quand elle soutient l'action des militaires birmans, alors même qu'elle n'a jamais caché son orientation suprématiste bouddhiste. Cette orientation est régulièrement exploitée par les militaires contre les Rohingyas musulmans, longtemps désignés comme bouc émissaire des problèmes du pays, et qui ne bénéficient pas de la nationalité birmane, et n'ont donc aucun droit ni accès aux services sociaux.

**Suu Kyi a dénoncé un « iceberg de désinformation », refuse de parler d'épuration et propose un rapatriement des Rohingyas qui seront soumis à vérification de citoyenneté, sauf que la plupart d'entre eux sont justement dépourvus de toute citoyenneté !**

La presse se cantonne aux considérations humanitaires sur les réfugiés, mais ne développe absolument pas les causes sous-jacentes de cette crise.

**La région birmane où vivent les Rohingyas est le passage obligé du projet de la Chine, dit « nouvelle route de la soie ». Et cette crise de réfugiés déstabilise ce projet directeur des pays de l'ASEAN (Association des Nations de l'Asie du Sud-Est) que les USA veulent contrôler pour l'opposer à la Chine, dans un enjeu géostratégique.**

Quand on sait, en outre, que l'Armée du salut des Rohingyas de l'Arakan est financée par l'Arabie Saoudite, au même titre que les mouvements islamistes en Thaïlande, qui empêchent notamment la construction du canal de Kra, aussi important pour la Chine que l'est le canal de Panama pour les USA, on réalise qu'il existe un grand jeu que les médias, détenus par quelques milliardaires, se défendent de mettre en avant.

**Il n'en reste pas moins que les intérêts de la bourgeoisie birmane sont d'ouvrir le pays aux investissements capitalistes, et en aucun cas la réponse aux besoins du peuple birman. L'exploitation des richesses, notamment du sous-sol, était dénoncée sous la junte militaire, sauf en France du fait de la présence de Total en Birmanie. Cette exploitation se poursuit sans aucunement bénéficier à la population (dont 75 % n'a pas accès à l'électricité), avec la bénédiction des médias qui parlent de « développement économique en devenir ».**

# Actualité sociale

## Le 15 décembre 1941, il pleuvait



**A** Châteaubriant, où étaient internés, gardés par des gendarmes français, des hommes et des femmes considérés comme dangereux par le régime collaborationniste de Pétain, ces militants de la CGT et/ou du Parti communiste savaient, depuis le 22 octobre qu'ils n'étaient qu'en sursis.

En effet, 27 d'entre eux, parmi lesquels des camarades de notre Fédération (Victor Renelle et Jean Poulmarc'h) et le tout jeune Guy Môquet, ont été fusillés, en représailles à un attentat ayant touché un officier nazi.

Aussi, le 15 décembre, quand ils ont vu les gendarmes français, puis les Allemands se disperser dans le camp, ils ont compris que, pour plusieurs d'entre-eux, l'heure était venue. Et c'est dans la forêt, attachés à des arbres, qu'ils vont être fusillés. Parmi ces neuf hommes, jeunes, René Perrouault, ouvrier, Secrétaire de la Fédération des Industries Chimiques.

**Soixante-seize ans après le sacrifice de tant de militants, de patriotes, où en sommes-nous ?**

Ce monde est en proie à la guerre, guerre de classes. Le capitalisme triomphant ne connaît plus de limites à ses appétits et pèse de plus en plus lourdement sur les peuples. En France a été élu un homme soi-disant nouveau et moderne, en fait issu de la finance et pratiquant, avec la complicité de vieux routiers de la politique libérale, issus de la droite ou du parti socialiste, la casse méthodique de la protection sociale, du tissu industriel, instituant la précarisation institutionnalisée.

**IL DÉTRUIT TOUT CE QUE LA RÉSISTANCE AVAIT CONSTRUIT, AVEC RÉALISME ET GÉNÉROSITÉ, POUR RÉPONDRE AUX EXIGENCES DU PATRONAT ET DE LA COMMISSION EUROPÉENNE.**

Comme le déclaraient, en 1939, dans un contexte finalement pas si différent de celui d'aujourd'hui, des militants (dont Benoît Frachon, et Edouard Finck, Secrétaire Général de la Fédération des Industries Chimiques), « *il s'agit, pour les oligarchies financières et industrielles qui n'ont cessé de manifester leur hostilité foncière à tout progrès social depuis 1936, de prendre leur revanche et de détruire l'organisation des travailleurs* ».

Ils citaient également, « *la collusion entre la réaction, comité des forges en tête, les pouvoirs publics et les auteurs de campagnes de division* ».

Pourtant, tout n'est pas perdu, de multiples luttes existent partout :

- Les Palestiniens résistent à la mainmise de leurs terres comme à la destruction de leur patrimoine culturel,
- Les Vénézuéliens s'opposent à la contre-révolution orchestrée par les Etats-Unis,
- Le peuple grec accueille les réfugiés et donne le peu que la Troïka lui a laissé.

Pour ne citer que quelques exemples.

En France, ce sont les ouvriers, parfois avec leur encadrement, qui se battent pour conserver leurs entreprises. Leurs luttes sont longues, dures, épuisantes, mais ils finiront par gagner.

Aujourd'hui, nous n'avons pas le choix. Tous, il nous faut, comme nos camarades assassinés à Châteaubriant, agir pour abattre les puissances de l'argent, instituer enfin la société solidaire à laquelle ils croyaient. C'est ainsi que nous serons dignes d'eux.

**ÊTRE DIGNES D'EUX, C'EST AUSSI, POUR QUE LEUR ENGAGEMENT ET LEUR SACRIFICE NE SOIENT PAS EFFACÉS PAR LES RÉVISIONNISTES, ÊTRE PRÉSENTS, NOMBREUX, LES 21 ET 22 OCTOBRE 2017 À CHÂTEAUBRIANT SUR LES LIEUX MÊMES DE LEUR MARTYR.**

**PAGE 4 : TRACT « CLEFS EN MAIN » À DIFFUSER MASSIVEMENT**



# 10 OCTOBRE

## CONSTRUISONS LA FRANCE " MORTE " !

**D**epuis de nombreuses années, les inégalités se creusent, et mettent en danger la cohésion sociale. Le fossé entre les riches et les pauvres se creuse et les écarts n'ont jamais été aussi grands.

Le roi Macron, et toute sa cour, ne vont pas arranger les choses pour la classe ouvrière, avec leurs ordonnances de régression sociale : « Les entreprises ont du mal à embaucher, il faut faciliter les licenciements. Il y a trop de cotisations, ils les suppriment sur la protection sociale. Les salaires sont trop élevés, ils les baissent ».

Tout ceci est complètement **incompréhensible** quand on sait que les entreprises n'ont jamais reversé autant de dividendes, **35 milliards d'euros au 2<sup>ème</sup> trimestre 2017**, et ont droit à **plus de 2 000 dispositifs d'aides publiques**.

Chaque année, **L'ÉTAT ET LES COLLECTIVITÉS ACCORDENT QUELQUE 200 MILLIARDS D'EUROS d'aides et d'exonérations sociales et fiscales aux entreprises**, à l'instar du CICE d'un total de **20 milliards d'euros par an**, ou encore le « **pacte de stabilité** » pour un total de **9 milliards d'euros**. Cela représente environ **10 % du PIB de la France**. Il est temps que ces aides et exonérations soient supprimées !

**Ne laissons pas construire une société avec des travailleurs pauvres, des retraités encore plus pauvres qui seraient obligés de rester en activité pour pouvoir subsister.**

Dès à présent, engageons des débats avec les salariés, nos familles, nos amis pour expliquer que c'est possible de faire autrement à condition d'être plus nombreux dans la bataille, avec la CGT.

La CGT n'est pas attentiste, et ne se contente pas d'être « contre tout ». **NOUS PORTONS DES PROJETS CONCRETS ET COHÉRENTS**, qui répondent aux besoins des salariés, pour une autre société, comme par exemple :

- ⇒ Une politique industrielle et des services publics dignes du 21<sup>ème</sup> siècle ;
- ⇒ Une protection sociale de haut niveau, avec un remboursement de la Sécu à 100 % ;
- ⇒ L'augmentation du SMIC, porté à 1900 euros par mois et une augmentation des salaires du privé comme du public en reconnaissance des qualifications ;
- ⇒ Les 32 heures par semaine ;
- ⇒ Etc.

Pour nous faire entendre de ces vautours du capital, il faut taper là où ça leur fait le plus mal : LE PROFIT ! C'EST DANS CE SENS QUE LA CGT APPELLE À SE MOBILISER, EN METTANT EN AVANT, L'ARRÊT DE LA MACHINE À PROFIT À L'ENTREPRISE.

En France, la richesse produite (PIB) par les travailleurs s'élève à **2 200 milliards d'euros par an**, soit **6 milliards d'euros par jour**.

Imaginez un moment : toutes les entreprises, tous les commerces, sans aucun salarié pour faire tourner les machines, ne serait-ce qu'une seule journée, partout en France. Pas un seul produit ne serait fabriqué, pas un seul euro ne serait échangé, bref, pas un centime de profit pour les vautours, ce qui les obligerait à écouter ceux qui, tous les jours, produisent plus de **6 milliards d'euros**, nous, la classe ouvrière, les travailleurs.

**LA FNIC-CGT APPELLE L'ENSEMBLE DE SES SYNDICATS, MILITANTS, SYNDIQUÉS, SALARIÉS, RETRAITÉS, À ENTRER EN RÉSISTANCE, ET À CRÉER LES CONDITIONS D'UN PAYS SANS PROFIT, D'UNE FRANCE « MORTE » DÈS LE 10 OCTOBRE !**